

OPPT: Nous sommes libres légalement, voici comment

(article de Andy Whiteley)

Cet article s'annonce être d'une importance historique. Pour la première fois, en langue italienne, sont expliqués au public, de manière exhaustive, les principes de fonctionnement à la base de One People Public Trust. Pour celui qui n'est pas familier avec le concept de trust, nous recommandons la lecture de l'arrière-plan historique (historical background), politique et économique derrière cette opération légale, tellement importante en cette époque, des articles en link en pied de page. Vous allez vous rendre compte tout seul des énormes implications juridiques et sociales qui dérivent de la forclusion des corporations mondiales, implications qui conflueront (aboutiront) dans un nouveau paradigme de la condition humaine.

Le One People's Public Trust interdit légalement aux sociétés, aux banques et aux gouvernements d'exploiter l'esclavage et les systèmes monétaires privés.

Beaucoup d'entre vous en ont déjà entendu parler, beaucoup ne l'ont pas. Annoncé publiquement le 25 décembre 2012, le système de domination des entreprises et des gouvernements a été verrouillée légalement via l'un de ses propres mécanismes. Les "Powers That Be" sont maintenant les "Powers That Were". Toutes les dettes ont été effacées et les corporations - y compris, mais non limité aux gouvernements corporatifs et banques - ont été forclos.

Bien sûr, elles peuvent continuer à jouer le jeu dans l'espoir que nous jouions le jeu avec elles. Mais grâce à une série de dépôts UCC (Uniform Commercial Code) effectués par le One People's Public Trust (connu sous le nom de OPPT), le choix vous appartient désormais. Un nouveau cadre pour la gouvernance sociale est maintenant en vigueur, ratifiée dans le cadre "légal" contrôlé par la précédente corporation.

En d'autres mots ... NOUS SOMMES LIBRES !

(Mettez-vous à l'aise les amis - c'est un long article mais vous ne pouvez pas vous permettre de le manquer !)

One People's Public Trust

La conclusion des actions légales entreprises par l'OPPT a généré beaucoup d'excitation. Et à juste titre ! Le potentiel généré en faveur d'un changement positif qu'elle crée est énorme! Mais avant d'aborder les implications, j'aimerais vous présenter les antécédents et la situation antérieure. Les gouvernements et les médias contrôlés par les entreprises refusent d'annoncer leur propre disparition - pour une raison évidente. Donc, en tant que citoyens conscients du monde, je crois que notre rôle est de comprendre ce qui s'est passé et comment, afin que nous puissions informer les autres... et enfin commencer le processus de changement mondial que nous attendons tous.

Mais d'abord, un rappel à la réalité

Avant de poursuivre, permettez-moi d'énoncer quelques faits dès le départ.

1. **Les gouvernements sont (étaient) des corporations.** Le phénomène des gouvernements corporatifs n'est pas seulement démontré par la façon dont les "gouvernements" se comportent en tant que bénéficiaires (et non en tant que fiduciaires) du Trust gouvernemental (en s'habillant le rôle de bénéficiaire et non celui de fiduciaire), mais la preuve en ressort même dans la documentation officielle! Les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Brésil, le Japon, l'Afrique du Sud (et la liste continue)... sont tous des entités corporatives basées aux États-Unis, enregistrées en tant que telles auprès de la United States Security & Exchange Commission... et opérant en tant que telles à nos frais. Le "système" est de nature oligarchique, en ce sens qu'il n'est

orienté que vers le profit de "quelques-uns", tandis que le reste d'entre nous travaille pour le soutenir.

2. **Les personnes sont (étaient) des sociétés :** À la naissance, une demande de certificat de naissance est signée par vos parents et est utilisée par le gouvernement corporatif pour créer un trust à votre nom. Ce trust est utilisé comme garantie, et un compte de garantie est créé et alimenté à votre nom. Vous êtes le bénéficiaire de ce Trust... mais personne ne vous dit qu'il existe. Si vous n'avez pas rédigé de testament avant 2 l'âge de 7 ans, le gouvernement corporatif vous déclare décédé - en vertu du Droit Maritime ! - et vous êtes officiellement considéré par le système comme "perdu en mer". Sérieusement. Le gouvernement corporatif prend alors le contrôle financier de votre succession et, conscient que la plupart d'entre nous vivent en fait au-delà de 7 ans, il continue à nous traiter comme des esclaves vivants. Les fonds générés par la monétisation de votre vie - en vous utilisant comme garantie - vous sont prêtés lorsque vous demandez un financement bancaire, un prêt hypothécaire, etc. Vous êtes ensuite obligé de travailler pour rembourser ces fonds - plus les intérêts - au système. Légalement, vous n'avez aucun droit car vous êtes considéré comme "mort" à l'âge de 7 ans. Vous avez perdu. (Cliquez ici pour plus d'informations sur la relation de confiance avec le gouvernement).

<https://wakeup-world.com/2012/12/17/corporations-masquerading-as-government-part-ii-which-government-can-we-trust/>

Les médias de masse sont l'outil utilisé par les gouvernements corporatifs pour livrer la propagande directement à votre domicile. Ils sont utilisés pour manipuler la perception publique des actions et des omissions des gouvernements corporatifs, pour renforcer les normes sociales, les limites et les comportements, et pour vous vendre de la merde en créant un "besoin" et en vous fournissant ensuite un produit pour le satisfaire. Et cela ne se limite pas aux médias ; la psychologie de l'ancien paradigme est également renforcée par les institutions éducatives et religieuses. Les entreprises, les gouvernements et les médias racontent tous les mêmes mensonges. Ils font tous partie de la même bête.

3. **En conséquence, la structure économique du monde est (était) un mécanisme d'esclavage de masse.** L'esclavage est un système dans lequel les gens sont traités comme des biens, et sont forcés de travailler. Les esclaves sont détenus contre leur gré dès leur capture, leur achat ou leur naissance, et sont privés du droit de partir ou de refuser de travailler. Cela vous semble familier ? Vous êtes né dans "le système" sans connaître son fonctionnement. Vous avez été élevé et on vous a appris à contribuer au système. Vous devez travailler des heures épuisantes dans le système, et vous devez payer des impôts au système. Vous devez adhérer aux règles du système - dont la plupart sont liées à la propriété et à la possession - ou vous serez puni par le système. De par sa conception, le système ne fournira l'abondance qu'à un petit nombre de personnes sélectionnées, et beaucoup d'autres auront faim. Même si vous ne l'aimez pas, vous ne pouvez pas quitter le système. Le système "possède" tout, tous et partout. Jusqu'à présent, vous n'aviez qu'une seule option : jouer le jeu. C'est comme vivre dans un casino sans sortie, et la maison gagne toujours.

Quand nos gouvernements ont-ils été privatisés ?

Tout a commencé avec l'introduction du Federal Reserve System. Lorsque la loi du Federal Reserve Act a été mise en œuvre aux États-Unis en 1913, le député Charles Lindberg a averti le Congrès américain dans un compte rendu du Congrès daté du 22 décembre 1913 (vol. 51) qu'une conséquence inévitable de l'instauration du système de la Federal Reserve était que - en utilisant leur pouvoir de gonfler et de dégonfler une économie - les sociétés prendraient le contrôle. Dans les mots du membre du Congrès Lindbergh :

"A partir de maintenant, les dépressions (crises économiques) seront créées scientifiquement". Et elles le sont. En 1929, les "Puissances en place" ont délibérément fait s'effondrer le marché boursier. Comment ? Les fluctuations du marché boursier sont guidées par l'émotion. Avant le crash de 1929, l'excitation a été créée sur le marché, ce qui a créé une période d'inflation. Ceux qui contrôlaient le

marché se sont débarrassés de leurs avoirs à des prix élevés, créant ainsi une panique sur le marché. Et lorsque les prix se sont effondrés, ils ont racheté leurs avoirs à des prix de braderie, éliminant du même coup leurs concurrents en difficulté. En bref, la Grande Dépression a été générée artificiellement afin que les grandes entreprises qui contrôlaient le marché boursier puissent profiter des prêts aux gouvernements pour les aider à se remettre de leur effondrement orchestré. Les nations souveraines ont finalement été contraintes de signer des accords de dette qui, par nature, ne pourraient jamais être remboursés. Et lorsque les dettes nationales ont commencé à s'accumuler, le paradigme de "l'esclavage par la dette" a été officialisé.... et les entreprises ont pris le contrôle. Aujourd'hui, les corporations continuent de se faire passer pour de véritables gouvernements. Le système bancaire de la Federal Reserve (qui domine désormais les économies occidentales) continue de provoquer des périodes d'expansion et de récession du marché, en augmentant et en diminuant stratégiquement l'offre de monnaie et l'accès au crédit. La crise financière mondiale actuelle en est un parfait exemple. En tout cela, même les médias de masse affiliées font leur part en influençant les tendances émotionnelles du marché actionnaire et en couvrant les mensonges de la classe politique. Toutefois, la campagne complexe entreprise par l'OPPT a forcé le système corporatif à la forclusion. Toutes les corporations, y compris les gouvernements et les systèmes bancaires, ont été destitués grâce à l'usage de leurs propres mécanismes de réglementation commerciale. Légalement parlant, c'est le cas de le dire : «Sortie des vieux Trusts et bienvenue aux nouveaux»

Et ainsi sommes-nous arrivés à renverser les gouvernements ?

Non. C'est le renversement des corporations qui se sont jusqu'à présent masqués de gouvernements. Si vous comprenez que « les gouvernements » sont en réalité des sociétés privées qui ont souscrit en cachette les constitutions de nations souveraines, leur démission ne peut être perçue que comme un acte dû. La fraude du gouvernement est réelle. Finalement à cause de leur incapacité de combattre les revendications stylés selon le code de l'UCC, l'ensemble du complexe corporatif gouvernemental est coupable de fraude, de trahison et mise en esclavage. En vertu du droit international, l'OPPT a le droit de demander justice pour ces crimes, au nom et pour compte du One People. (Dans le sens de « unitaire et doué de cohésion interne », orig. « One People »). Ainsi, ils ont choisi de saisir et de destituer les corporations, les banques et les gouvernements responsables, et de leur confisquer toutes les infrastructures et tous les actifs – entre autre tout l'or et l'argent de propriété du système bancaire - et de les placer dans les mains du One People. Ne considérez pas cela comme une subversion, mais plutôt comme la récupération de biens volés. Les actions du One People's Public Trust réclament essentiellement ce qui est déjà à nous, en tant qu'êtres souverains de cette planète. Le Loi Universelle, la Common Law et l'UCC sont maintenant les lois qui gouvernent juridiquement la planète. Je décrirai successivement en détail les mécanismes implémentés par l'OPPT pour substituer les fonctions nécessaires du gouvernement.

UCC : La bible du commerce

L'UCC est la « Bible » du commerce , puisqu' elle dicte précisément la façon avec lequel le commerce international doit être mis en œuvre. En effet, l'ensemble du système commercial mondial tourne aujourd'hui autour de la loi UCC. Même les banques utilisent les procès légaux de l'UCC pour hypothéquer la maison et de vous exproprier de l'automobile. Les lois UCC restent un monopole exclusif des multinationales et de leurs agents, bien que c'est arrivé que les Administrateurs Fiduciaires (orig. « Trustees ») de l'OPPT, après avoir été professionnellement impliqué dans le système du droit UCC, ont pu comprendre à fond comment des Pouvoirs-Qui-Étaient, ont manipulé l'UCC pour contrôler le système financier des Etats-Unis à un niveau très élevé.

Mère de l'OPPT et sa pointe de diamant, Heather Ann Tucci-Jarraf, experte de l'UCC, a utilisé la saisie de sa maison comme banc d'essai. Elle a contesté la saisie par le biais de la procédure UCC et, ce faisant, a découvert – en mots simples – comment le système judiciaire américain soutient depuis toujours le système corporatif des corporations commerciales. Ce n'est pas vraiment

surprenant, étant donné que 99 % de nos lois concernent la propriété... ou le commerce. Après une série d'évaluations extrêmement prudente, l'OPPT a conclu que les corporations opérant sous l'égide des gouvernements et des systèmes financiers apparemment 'publiques' sont responsables de hautes trahisons envers les citoyens de cette planète, sans le consentement conscient, volontaire et intentionnel de ces derniers.

Le rapport final de l'enquête peut être consulté ici

(<https://fr.scribd.com/doc/118067922/PARADIGM-DOCUMENT-FROM-THE-TREASURY-FINANCE-AG-INDUSTRIESTRASSE-21-CH-6055ALPNACH-DORF-SWITZERLAND>)

Alors, afin de saisir le "système", les Trustees de l'OPPT ont tendu un piège en utilisant la structure juridique qui leur a été fournie par "le système" contre ce même système.

Comment l'OPPT ont-ils réussi à saisir le système ?

L'OPPT est géré par les Administrateurs Fiduciaires (ou 'Trustees') Caleb Skinner, Hollis Randall Hillner et Heather Ann Tucci Jarraf. L'OPPT a été créé lorsque les Administrateurs se sont engagés à respecter - et par conséquent à reprendre - le Trust qui était inscrit dans la Constitution des États Unis originale de 1776, constitution qui a été abandonnée lorsque le gouvernement des États-Unis a été transformé en corporation en 1933. L'OPPT a ensuite lié à ce trust tous les individus de la planète en tant que bénéficiaires en équité, désigné sous le nom de "peuple unique, créé par le Créateur". Ce faisant, les trustees ont créé un trust qui a un droit supérieur à tout autre - le trust entre le Créateur et les souverainetés individuelles "de la Terre. Les "états individuels souverains" de la Terre sont les bénéficiaires du Créateur en tant que gardiens des manifestations du Créateur sur la Terre. D'un point de vue juridique, il ne peut y avoir de revendication plus élevée que celle du One People's Public Trust... à l'exception d'une revendication faite par le Créateur lui-même. Les ressources de notre planète - spécifiées dans les documents UCC comme étant l'or et l'argent du monde - ne peuvent donc plus être possédées, vendues à un prix, distribuées en quantités "minimes salariales" pour nous asservir, ou retenues pour créer la pauvreté ou la misère. Dans le cadre du One People's Public Trust, nous avons tous droit à part égales au patrimoine. Les ressources de notre planète appartiennent désormais à chacun d'entre nous de manière égale. C'est notre droit de naissance. Maintenant, c'est une loi.

Entre 2011 et 2012, les trustees ont déposé une série complexe de documents auprès de l'UCC au nom de son bénéficiaire. Les détails complets des dépôts de l'OPPT auprès de l'UCC sont disponibles sur le site Web :

<https://archive.org/details/OPPTUCCFILINGS>.

Attention : il s'agit d'une lecture juridique très lourde, conçue à des fins d'observation et de divulgation légales, et non pour communiquer les actions de l'OPPT ou leurs implications au grand public. Cependant, les administrateurs travaillent directement avec la communauté mondiale des "médias alternatifs" pour s'assurer que le public reçoit des informations précises, claires et pertinentes.

Pour résumer ces documents : Comprenant que les corporations, les gouvernements et les banques sont une seule et même chose, un "Order of Finding and Action" a été déposée contre le "débiteur", dénomination de la personne juridique qui elle a été créée via les procédures UCC qui englobent toutes les entités corporatives du monde. Les documents déposés affirment que le débiteur a "consciemment, volontairement et intentionnellement commis une trahison" par le moyen de la "possession, manipulation, favoritisme avec les systèmes monétaires privés" et créant ainsi un "esclavage systématique des citoyens sans leur consentement conscient, volontaire et intentionnel". Les documents déposés (order of finding and action) avec l'UCC sont des documents publics et suivent les procédures normales administratives. Le "débiteur" (les corporations) a le droit de contester les documents. Si la contestation n'est pas reçue dans le délai requis, une action par défaut s'applique alors, suivie de la résiliation de cette entité juridique (corporations-gouvernements et banques); dans ce cas, elle n'a pas réussi à réfuter les accusations de trahison du "One People".

Ce qu'il faut comprendre ici, que chaque document déposé à l'UCC devient loi s'il n'est pas réfuté. Et dans ce cas, les administrateurs de l'OPPT se sont assurés de créer une situation juridique dans laquelle les individus et les entités qui forment "le débiteur" n'avaient aucune possibilité de réfuter. Comment auraient-ils pu? Les allégations d'esclavage et de fraude sont vraies.

1. Bien entendu, aucune réfutation n'a été reçue.
2. Le "débiteur" est donc coupable de trahison.
3. En guise de réparation, les sociétés sont saisies et leurs actifs sont revendiqués.
4. La richesse de notre planète est rendue au "One People".
5. Toutes les dettes des corporations sont effacées.
6. "Le système" est terminé.
7. Ceci est prouvé dans les archives publiques.
8. Le dépôt de l'UCC est devenu Loi Internationale.
9. Selon les propres termes du système, il n'existe plus.
10. Nous sommes libres !

-> 24 juin 2021 Alors, que signifie tout cela ? Légalement, personne ne peut s'ériger en autorité supérieure entre vous et votre relation avec le Créateur. Ayant bouleversé les mécanismes de contrôle de l'économie et du gouvernement, le One People's Public Trust laisse les individus en pleine responsabilité autonome, étant personnellement responsables d'eux-mêmes et garantissant les droits et le libre arbitre aux autres. Il n'y a plus de chaîne de commandement structurelle. Pas de règles. Pas de corporations derrière lesquelles se cacher.

Vous êtes - comme le Créateur l'a prévu - un Être et un gardien de notre planète et de ses habitants. C'est un changement de paradigme MASSIF, qui prendra sans doute un certain temps avant de se réaliser pleinement. Les barrières systémiques qui inhibaient notre libre arbitre et nos choix ont maintenant été supprimées, ce qui pose de nouveaux défis à la façon dont nous nous percevons et dont nous faisons des choix importants dans notre propre vie. Nous vivons désormais - sur le papier du moins - dans un système d'auto-responsabilité. Les dépôts OPPT enregistrent cela à perpétuité, et de telle manière que votre libre arbitre ne pourra jamais être retiré sans votre consentement éclairé. Jusqu'à présent, notre existence sous l'ancien système d'esclavage a été une lutte constante, une lutte pour équilibrer les engagements professionnels et familiaux, une lutte pour simplement joindre les deux bouts, pour se permettre un endroit où vivre et un lieu où exister. Mais dans un monde d'ABONDANCE conçu spécifiquement par le Créateur pour subvenir à nos besoins, cette lutte n'était pas un état naturel de l'être. C'était plutôt le résultat d'une guerre psychologique menée contre nous. Et cela a fonctionné! Elle nous gardait sous contrôle, nous faisait travailler comme de bons petits esclaves, et garantissait la distribution des profits aux quelques privilégiés au pouvoir. Mais aujourd'hui, selon ses propres termes, "le système"

n'existe plus. Beaucoup d'entre nous ont vu "le système" pour ce qu'il était. Beaucoup ne l'ont pas vu. Beaucoup ne croyaient même pas que "le système" n'était pas un système. Beaucoup s'en rendront compte sous peu. Quoi qu'il en soit, alors que la disparition de l'ancien paradigme prend racine et devient apparente dans nos sociétés, un changement psychologique doit se produire en chacun de nous. Cela peut sembler insurmontable, mais nous, les humains, avons déjà fait face à des changements de paradigme auparavant ; considérez le changement interne et psychologique requis de la race des esclaves afro-américains lorsque le système de servitude involontaire a été aboli... du peuple allemand lorsque la chute du mur de Berlin a été ordonnée en 1989... des citoyens de l'ancienne Union soviétique lors de sa dissolution en 1991... du peuple égyptien qui a destitué son dictateur en 2011... et du peuple islandais qui a emprisonné ses banquiers et politiciens corrompus et réécrit sa constitution en 2012. Ce type de révolution psychologique n'est pas nouveau. Mais il pose de nombreux défis personnels.

C'est le moment d'être courageux, et d'être courageusement VOUS MÊME. En l'absence d'une structure de contrôle, nous devons chacun prendre en main notre destin, et celui de notre planète. Nous devons réapprendre à faire des choix pour nous-mêmes, et commencer à créer le monde dans lequel NOUS voulons vivre.

Comme de nouveaux parents, nous devons accepter que la vie ne sera pas la même qu'avant, et en l'absence d'un "livre de règles", nous nous adapterons à nos instincts et apprendrons à coopérer de façons nouvelles. Pourquoi ne voit-on pas encore le changement ? Soyez patient, vous le verrez. Mais d'abord, nous devons identifier comment les actions de l'OPPT changent le paysage légal, et comment cela nous concerne.

L'ancien système corporatif va-t-il se battre? Bien sûr que oui! Les gouvernements contrôlés par les corporations font semblant que rien n'a changé. Et si vous continuez à accepter leur système d'esclavage par la dette, je suis sûr que les "Powers That Were" seront heureux de continuer à vous satisfaire!

Mais ne soyez pas dupes: ils savent ce qui s'est passé. Ils savent qu'ils ont été saisis. Ils savent que le jeu est terminé. C'est maintenant le droit international. Nous avons la liberté de ne pas coopérer, pacifiquement, avec l'ancien système. Il est temps d'exercer cette liberté. S'il vous semble étrange que les "gouvernements" visibles se fassent encore passer pour tels, gardez à l'esprit que 100 gouvernements visibles sont des marionnettes corporatives et qu'ils n'ont jamais vraiment dicté les lois. A ce stade, les anciens propriétaires veulent nous faire croire que c'est "business as usual". Jusqu'à présent, ils ont beaucoup misé sur le secret. Ils continueront à faire semblant jusqu'à la fin. C'est leur façon de faire. Heather Ann Tucci-Jarraf, administratrice de l'OPPT, a fait la déclaration suivante lors d'une récente interview sur Freedom Radio, qui résume son plan pour régler cette question :

"Pour ceux qui s'interrogent sur la réponse de l'OPPT aux actions et/ou omissions des personnes que nous pouvons voir, ce n'est pas pour les tireurs de ficelles que je suis venue, mais pour les gros poissons derrière le voile de l'anonymat que j'attaque, et ils le savent. Avec un amour et une paix absolus, avec une gratitude et une grâce absolues... Heather."

Comment gérer les actions de l' "ancien système" contre vous

Avec la dissolution du système de dette/esclavage, toute dette fictive que vous étiez supposé devoir à ce système a également été dissoute. Réfléchissez-y un instant!

Pour faciliter votre transition en douceur hors de l'ancien système, vous devrez comprendre quels sont les remèdes nécessaires immédiats possibles à appliquer à l'encontre des actions de l'ancien système contre vous. Dans deux articles récents de Wake Up World, nous avons discuté d'une méthode pré-OPPT pour réaffirmer votre autorité sur le mécanisme du Gouvernement Corporatif (lire Partie 1 & Partie 2). Cette méthode était fondée dans la conscience que (1) les anciens gouvernements étaient des corporations et (2) qu'il incombe à celui qui revendique l'autorité de gouverner l'honneur de prouver leur légitimité. Vous pouvez voir une étude de cas réel de cette méthode dans le documentaire de Scott Bartle intitulé What the FUQ (Frequently unasked questions) ? Questions fréquemment sans réponse du "gouvernement australien". De manière générale, l'essentiel de ce défi était le suivant : "Vous avez fait une réclamation à mon égard, et je suis heureux de me conformer à votre demande... cependant, je voudrais m'assurer que je traite avec les bonnes personnes. Veuillez me démontrer que vous représentez le véritable gouvernement tel qu'il a été constitué à la création de ce pays. " Dans cette situation, une fois que l'institution qui agit au nom du gouvernement corporatif ne réussit pas à démontrer sa légitimité, vous pouvez prendre le contrôle de cette interaction en introduisant vos propres termes et conditions selon lesquels toute interaction entre vous et cette entité juridique impliquée peut continuer. Dans un monde post-OPPT, votre processus de contestation de l'autorité des prétendus "agents de l'entreprise" (y compris ceux qui prétendent représenter le gouvernement) est essentiellement le suivant :

"Je serais heureux de me conformer à votre demande... mais dans la loi UCC, il y a un dépôt qui reste non réfuté et qui a exclu l'entité que vous prétendez représenter. Vous opérez maintenant sur votre propre responsabilité personnelle. Veuillez cesser votre réclamation à mon égard. Si vous décidez de poursuivre cette réclamation à nouveau, toute interaction future entre nous se fera dans les conditions suivantes..." Sachant que l'agent ne représente plus une personne juridique, une Avis de Courtoisie (Affidavit) (orig. "Courtesy Notice") doit être fournie à la personne individuelle, comprenant les termes et les conditions générales selon lesquelles vous accepterez toute interaction

future. Cela permet à la fois de l'informer et de lui donner la possibilité de retirer sa plainte illégale contre vous. Si l'agent établit un contact ultérieur avec vous, il déclenche un contrat personnel entre vous en indiquant qu'il accepte les conditions que vous avez fournies. Si un deuxième agent de la même ancienne société vous contacte au sujet de la même réclamation, répétez le processus avec cette personne également. Rappelez-vous que les sociétés n'existent plus, vous ne traitez qu'avec d'autres individus.

Sur le site www.noieiosono.com vous trouvez plus d'informations sur le parcours de l'OPPT1776 en italien et les documents en italien et en anglais ainsi que le guide pour la création de votre Avis de Courtoisie comprenant les Termes & Conditions. Votre pouvoir est prêt pour être exercé. (Encore d'autres informations et instructions sont disponibles pour la réalisation de l'Avis de Courtoisie et OPPT Courtesy Notice) La prise de conscience publique du nouveau paradigme prendra du temps pour se manifester dans notre société et que les implications du One People's Public Trust soient largement connues et adoptées dans la société. S'il vous plaît, soyez respectueux de ceux qui ne sont pas encore au courant. Finalement, au fur à mesure que les individus s'éveilleront au nouveau paradigme, ils cesseront simplement d'opérer au nom de l'ancienne société. Mais si, entre-temps, vous devez adresser un avis de courtoisie à un individu, honorez votre position de connaissance et profitez de l'occasion pour l'informer respectueusement. Les agents de base des anciennes sociétés, banques et gouvernements sont tout comme vous et moi ; ils étaient eux aussi esclaves du même système. Ils ne connaissent pas encore la vérité, c'est tout.

Dans le cas de transactions "légales", il n'est pas recommandé de signifier un avis de courtoisie assorti de conditions à un (ancien) agent de police qui vous arrête dans la rue. Encore une fois, ils sont comme tout le monde... et il est réaliste de penser qu'ils risquent de vous arrêter et de vous "inculper" si vous les abordez de cette manière. Jusqu'à ce que la sensibilisation du public atteigne un point de saturation, je vous recommande de vous conformer à l'agent de terrain, puis de lui signifier un avis de courtoisie par fax, courriel, courrier recommandé... ou même de le lui remettre en main propre.

Si la situation devait s'aggraver au niveau du tribunal, informez le magistrat/juge (ou autre) de la même manière avant la date prévue de votre audience. Je ne vous recommande pas de mettre un juge dans l'embarras en lui fournissant des conditions générales au tribunal. Si vous êtes respectueux et que vous lui permettez de lire l'avis de courtoisie en privé avant votre audience, vous obtenez un meilleur résultat pour tous les êtres impliqués dans cette interaction.

N'oubliez pas : Le processus d'émission d'avis de courtoisie est tout autant un exercice d'apprentissage pour les personnes visées qu'une solution à votre situation. La coopération entre les individus est la clé de la manifestation du nouveau paradigme dans notre société. En l'absence de toute couverture médiatique contrôlée par les entreprises sur ce sujet, la sensibilisation du public au One People's Public Trust ne se fera que par le partage respectueux de l'information au sein de nos communautés et de nos réseaux.

Après tout, nous sommes "un peuple, créé par le Créateur".

Quels sont les mécanismes fournis par l'OPPT ?

La dissolution légale du système de gouvernement corporatif s'accompagne de la dissolution de la multitude de statuts et de règlements qui ont été créés par le biais de ses cadres législatifs et administratifs. En tant que bénéficiaires du One People's Public Trust, il ne restent que l'UCC, la loi universelle et la Common Law comme uniques règles en jeu.

La Loi Universelle est essentiellement le principe absolu qui régit la conduite entre les êtres. La loi universelle est exprimée comme suit :

"tout choix de libre arbitre est permis, sauf s'il interfère avec le choix de libre arbitre d'un autre être".

Ce principe est fondamental dans le cadre de l'OPPT. La Common Law se réfère 'aux lois des précédentes jurisprudences', développées au cours des millénaires à travers les sentences des juges

et tribunaux. La Common Law repose sur le principe selon lequel il est injuste de traiter des faits similaires différemment selon les occasions (sur le principe de ‘stare decisis’) et sur le principe de ‘ne pas nuire, ni causer de perte’ (‘quieta non movere’). Pour faciliter le passage vers le monde post-OPPT, les administrateurs ont créé un nouveau cadre législatif – basé sur la Loi Universelle et sur la Common Law – qui nous permettra de construire un nouveau monde et de démanteler l’ancien. Toute personne, et particulièrement le personnel militaire dont les serments ont été supprimés par l’extinction juridique de la corporation pour laquelle ils travaillaient, peut ‘consciemment, volontairement, et intentionnellement’, s’unir avec le One People’s Public Trust en tant que Fonctionnaire Public (orig. ‘Public Servant’) pour protéger et servir le peuple du Créateur.

Les Fonctionnaires Publiques qui choisissent de s’unir avec le Trust :

- Sont obligés à protéger et préserver le sang et la vie tout homme et femme vivant ;
- Autorisés à placer en garde-à-vue, chacun et tous, agents et officiers, les propriétaires, les opérateurs et collaborateurs qui ont supporté le système monétaire privé, les systèmes d’applications de la loi et les systèmes de mise en esclavage ;
- Sont autorisés à mettre à terme et de mettre main sur les systèmes monétaires privés qui créent de l’argent et qui transfèrent de l’argent en récoltant les données légitimement.
- Ils sont autorisés à utiliser tous les moyens et toutes les ressources stratégiques pour accomplir cette tâche. De facto, les militaires qui le veulent, peuvent disposer maintenant d’une structure légale de référence qui leur permet d’abandonner les milices asservies par le contrôle corporatif et se mettre du côté de l’OPPT, contribuant activement à la réappropriation des biens en faveur du One People. Si j’étais juge de la nature humaine, je dirais qu’un nombre croissant d’agents seraient heureux d’accepter cet ‘ordre’!

Maintenant, suivre les ‘ordres’ ne veut pas dire que les Fonctionnaires Publiques peuvent arrêter le premier agent qui fait acte de vous téléphoner parce que votre carte de crédit est périmée. C’est le devoir de chacun d’entre nous – en tant qu’Être du Créateur – d’aider les autres non-informés à comprendre ces changements, en les informant et en leur fournissant l’Avis de Courtoisie. Donc, l’ordre d’ ‘Exécution’ ne se réfère qu’au vrais propriétaires de la structure des Gouvernements Corporatifs forcloés, ce qui veut dire le 1% de la population.

Centre d’assistance pour le ‘One People’

Bien que les services de communauté ne soient pas du tout la première motivation des précédents propriétaires du système, leur corporation faisait quand même fonction d’assistance publique nécessaire, comme les forces de police et les services de santé... dans l’espoir que nous ne nous serions pas aperçus que nous étions des corporations! Alors, quelles dispositions l’OPPT prévoit-elle pour le service public ? Les centres d’actifs de valeur du créateur (ou CVAC) sont des mécanismes d’assistance conçus pour soutenir et servir l’humanité, les gardiens de la Terre. Ils constituent un réseau de soutien interconnecté à l’échelle de la planète, géré par des fonctionnaires cautionnés qui agissent en toute responsabilité à tout moment. Ils fournissent un cadre simple de gouvernance et d’administration, couvrant 8 domaines de processus fonctionnels :

1. Systèmes de connaissance
2. Communication
3. Voyages
4. Transparence
5. Protection et maintien de la paix
6. Responsabilité
7. Trésorerie
8. Récupération*

* La fonction transitoire consistant à réclamer au débiteur les ressources, les infrastructures et les richesses du peuple unique, conformément aux termes du Public Trust du peuple unique, n.d.A.

Chaque ancienne nation de la planète a une branche de la CVAC qui lui est réservée, à l'exception du Vatican. Chaque branche de la CVAC administrera les mêmes services et fonctionnera de la même manière que les branches de la CVAC dans les autres régions. Chaque humain sur la planète sera soutenu par chaque centre CVAC, et chaque humain aura accès aux mêmes ressources et réseaux de soutien. Chaque zone administrative de chaque CVAC sera gérée par un conseil local et dirigée par un intendant, dont le rôle principal est de coordonner et d'aider le peuple unique à prendre des décisions et à résoudre des problèmes. La structure permet également la création de sous-CVAC supplémentaires pour s'adapter à de nouvelles circonstances ou initiatives, à condition que leur fonction soit au bénéfice de tous les Êtres et ne porte pas atteinte aux droits de libre arbitre des autres.

Lors d'une interview sur TheCrowHouse le 15 février 2013, Heather Tucci-Jarraf, administratrice de l'OPPT, a décrit la structure du CVAC comme "un endroit sûr et protégé où vous pouvez être et faire ce que vous voulez... mais sans nuire à personne d'autre".

Nos possibilités sont littéralement illimitées ! Par sa définition, le système CVAC est l'antithèse des outils corporatifs corrompus que nous appelions "Gouvernements". La responsabilité, la mesurabilité et la transparence sont les pierres angulaires du cadre CVAC. Les CVAC nous serviront de plate-forme pour simplifier et unifier les lois pour tous, et pour veiller à ce que les besoins de tous soient satisfaits. Ils ne peuvent empiéter sur le libre arbitre d'aucune entité "dans toute existence" et sont tenus de "préserver et protéger toutes les créations et les centres de valeur et d'actifs". Les intendants et les membres du conseil seront soumis à un renouvellement trimestriel de leur rôle de caution, ce qui garantit que les fonctionnaires restent à tout moment responsables devant "le One People". Pour ces raisons, les CVAC sont le fondement d'un nouveau type de gouvernance. Le système désormais nous sert, et non plus l'inverse. Et avec la prise de conscience et le soutien croissant du One People, sa première tâche sera d'éliminer l'ancienne cabale.

Aller de l'avant en tant que "One People"

Le One People's Public Trust représente un changement de paradigme massif. Il apporte un changement structurel qui permettra un changement énergétique attendu depuis longtemps. L'OPPT ratifie notre liberté en tant qu'Êtres du Créateur à perpétuité. Il corrige par la loi les déséquilibres de la pauvreté, de l'iniquité, de l'injustice et de la non-durabilité. Il fournit une plateforme grâce à laquelle nous pouvons tous faire l'expérience des merveilles et des ressources de notre planète. Et en supprimant la façade des entités corporatives et les protocoles ridicules qui protégeaient leurs auteurs, nous nous reconnecterons énergétiquement les uns aux autres. En tant qu'Êtres. En pleine responsabilité. Chacun en équité. Parce que nous sommes Libres.

Nous sommes dans une période d'une transformation sociale énorme, politique et spirituelle.

Personnellement, cette transition donne un peu l'impression que nous sommes entre deux mondes. Le cadre systémique qui a contrôlé nos vies pendant si longtemps a été supprimé, mais le changement ne s'est pas encore manifesté pleinement dans le monde physique qui nous entoure. Le processus de réforme des anciennes corporations en coopératives mondiales prendra sans doute du temps, mais nous avons déjà le pouvoir légal de rejeter l'ancien système. Et pourtant, il n'a pas cessé de faire semblant d'être réel.

Nous avons aussi tellement de décisions à prendre! Que choisirons-nous d'ÊTRE et de FAIRE dans le nouveau monde ? Quelles opportunités allons-nous créer travers le cadre des CVACs? Et de façon réaliste, que ferons-nous des "Puissances Qui Étaient"? Pour l'instant, il est du devoir de chaque Être humain de manifester la liberté du One People's Public Trust dans sa vie quotidienne, et d'aider les autres à la comprendre, à l'intégrer et à la manifester dans leur vie également.

**La liberté n'est pas gratuite.
Elle s'accompagne de responsabilités.
Le changement commence par vous.
Faites ce qu'il faut maintenant. Assumez vos responsabilités. Faites passer le mot.
NOUS SOMMES LIBRES !**

Autore: Andy Whiteley – Fonte: wakeup-world.com Traduzione italiana a cura di Lòthlaurin per Hearthaware blog Siti ufficiali: <http://www.cvacnationitalia.net/> ; i-uv.com ; noièiosono.com ; Telegram: OPPT Resolution accesso via link dal sito www.noièiosono.com You Tube: Marco Missinato Video “Introduzione alla nuova Matrice” di Barbara Banco e tutti gli altri. Facebook Official: <http://www.facebook.com/NoieIoSono/>

Andy Whiteley est le co-fondateur de Wake Up World et un Être du Créateur.

Nous remercions tout particulièrement Chris Hales, Ken & Scott Bartle, Lisa Harrison, et Ryan & Lea Mullins pour leur précieuse contribution. Respect et gratitude aux administrateurs du One People's Public Trust. Paix et amour au peuple unique créé par le Créateur, et à toute autre entité dans toutes les existences.

Les CVAC¹ ont été fermés après 3 mois à partir de la forclusion des gouvernements, car c'était la date limite fixée pour la redistribution de la valeur à tous les êtres vivants, ce qui n'a malheureusement jamais eu lieu à ce jour car les gouvernements ont persévéré pendant 7 ans en exploitant illégalement l'ignorance et le consentement à exister que leur a donné la population inconsciente de ce qui s'est passé en mars 2013.

Cette année 2020, un CVAC a été ouvert en Italie (CVAC Nation Italia) et vous pouvez recevoir de plus amples informations sur leurs nouvelles actions en visitant leur site web à ce lien.

Vous pouvez également trouver des informations sur l'OPPT1776 et les documents enregistrés à l'UCC en consultant les archives.

1 En réalité, les CVACs c'est nous tous, les êtres vivants qui existent et créent.